

L'eau dans les documents d'urbanisme

compatibilité avec le SAGE du bassin de la Vienne

Les documents d'urbanisme – schémas de cohérence territoriale (SCOT), plans locaux d'urbanisme (PLU), cartes communales - doivent être compatibles avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (articles [L.122-1-12](#), [L.123-1-9](#) et [L.124-2](#) du code de l'urbanisme).

Parallèlement, l'article [L.212-5-2](#) du code de l'environnement précise que les décisions applicables dans le périmètre défini par le schéma prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau dans les conditions et délais qu'il précise.

De plus, le même article stipule que lorsque le schéma a été approuvé et publié, le règlement et ses documents cartographiques sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toute installation, ouvrage, travaux ou activité mentionnés à l'article [L. 214-2](#). Le règlement s'impose donc dans une notion de conformité.

Issue de la doctrine et de la jurisprudence, l'obligation de compatibilité se distingue de celle de conformité. L'obligation de conformité interdit toute différence entre le document de nature supérieure avec celui de nature subordonnée. L'obligation de compatibilité – qui va au-delà d'une prise en compte – est beaucoup plus souple. Elle implique seulement qu'il n'y ait pas de contradiction majeure entre un document de nature supérieure avec celui de nature subordonnée.

Le rapport de compatibilité entre les documents d'urbanisme et le SDAGE vise à :

- Supprimer les risques de contradiction entre les contenus des documents d'urbanisme et le contenu du SDAGE (objectifs, orientations, dispositions et zonages) ;
- Inscrire la réglementation applicable localement à l'utilisation des sols, dans le respect des orientations et objectifs de la planification liée à l'eau ;
- Et, si possible, favoriser par la réglementation locale de l'occupation des sols, la réalisation des objectifs relatifs à la gestion qualitative et quantitative et à la protection de la ressource en eau

Cette note présente la synthèse des éléments qui doivent être pris en compte lors de l'élaboration du projet de territoire et à rattacher au porter à connaissance ; En effet, l'article [L.121-2](#) du Code de l'urbanisme précise que le préfet porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme.

Ces informations sont ([R. 121-1](#) du Code de l'urbanisme) notamment les dispositions particulières applicables au territoire concerné, les directives territoriales d'aménagement, les dispositions relatives aux zones de montagne et au littoral figurant aux chapitres V et VI du titre IV du présent livre, les servitudes d'utilité publique ainsi que les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national au sens de l'article L. 121-9. Il fournit également les études techniques dont dispose l'Etat en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Pour connaître l'intégralité de toutes les dispositions, se reporter au SAGE du bassin de la Vienne consultable sur le site <http://gesteau.oieau.fr/>.

Cliquez pour voir [la délimitation des SAGE sur le département de la Vienne](#) et [l'arrêté préfectoral de délimitation du périmètre du SAGE Vienne](#).

Attention : ce document s'adresse uniquement aux 96 communes concernées par ce SAGE dans le département de la Vienne.

■ RESSOURCE EN EAU

Données :

- Préconisation 13, 30, 31, 32, 45 et 46.

Objectif :

Garantir la prise en compte de la disponibilité de la ressource et sa préservation en justifiant que les perspectives de développement et les principes d'urbanisation sont en adéquation avec :

- La finalisation de la mise en place des périmètres de protection de captage d'eau potable.
- Le respect des prescriptions associées aux périmètres de protection par le développement de maîtrise foncière autour des captages.
- La mise en conformité, avec la réglementation, les teneurs en plomb dans les eaux destinées à la consommation humaine.
- La neutralisation des eaux agressives destinées à la consommation humaine
- L'amélioration du réseau de distribution d'eau potable pour limiter les pertes d'eau.
- Le développement des programmes locaux de diversification de la ressource en eau potable
- Le développement des dispositifs à « économie d'eau », prioritairement dans les bâtiments publics

■ EAUX USEES

Données :

- Préconisation 14, 15, 16, 28 et 29

Objectif :

Garantir la protection de la ressource en eau en justifiant que les perspectives de développement, les principes d'assainissement et le dimensionnement des ouvrages proposés sont en adéquation avec :

- La poursuite et l'achèvement, dans les délais, de leurs études de zonages concernant l'assainissement autonome et collectif, et finalisation des enquêtes publiques. La CLE demande aux communes et à leurs groupements de coordonner leur planification urbaine et la planification de l'assainissement.
- La réalisation d'un programme de réhabilitation et de remise aux normes des installations d'assainissement autonomes listées comme « points noirs » notamment situées dans les périmètres de protection de captage d'eau potable.
- L'amélioration du rendement épuratoire en phosphore des petites et moyennes stations d'épuration dans les zones du bassin où la principale origine de pollution identifiée est le rejet des stations d'épuration
- La mise en conformité de l'assainissement collectif afin de diminuer les rejets de matières organiques et de phosphore dans le milieu naturel : limitation des interconnexions entre les réseaux des eaux pluviales et usées, branchements de meilleure qualité, création de bassins d'orage pour les réseaux unitaires, adaptation de la capacité épuratoire en fonction des nouveaux raccordements réalisés, etc.
- La mise en œuvre de procédés épuratoires sur les stations d'épuration de capacité comprise entre 10 000 EH et 100 000 EH pour permettre un rejet de phosphore à une concentration de 2 mg/L.

■ EAUX PLUVIALES

Données :

- Préconisation 50, 51, 52 et 58

Objectifs :

Garantir la protection des milieux naturels et des activités anthropiques en justifiant que les perspectives de développement, les principes de gestion des ruissellements et des eaux pluviales, et le dimensionnement des ouvrages proposés sont en adéquation avec :

- Le développement des projets visant à réduire les impacts de l'imperméabilisation des sols.
- Le développement des programmes permettant la protection et le maintien des zones naturelles d'infiltration
- La sensibilisation et l'information sur l'intérêt de préserver les zones d'infiltration naturelles
- La mise en place de bassins d'isolement des pollutions accidentelles ou des eaux d'incendie dans le cadre d'aménagement de zone d'activité.

■ INONDATIONS

-

Données :

- Préconisation 55

Objectifs :

Garantir la protection des populations et des activités anthropiques, sur le territoire communal, ainsi qu'à l'amont et à l'aval en justifiant que les perspectives de développement, les principes d'urbanisation sont en adéquation avec :

- Le respect des PPRI et des règles d'urbanisme permettant de limiter les dommages en cas de crues.

■ MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES

-

Données :

- Préconisation 8, 61, 64, 85, 87, 92 et 94
- Zones à dominante humide du SAGE Vienne

Objectifs :

Garantir la préservation des milieux aquatiques et humides en justifiant que les perspectives de développement, les principes d'urbanisation sont en adéquation avec :

- La prise en compte, par la mise en place d'actions concrètes, de la problématique des flux particuliers (pose de clôtures ou la mise en place d'abreuvoirs pour réduire l'accès du lit de la rivière au bétail, et la protection des berges en génie végétal pour lutter contre l'érosion des berges...).
- La prise en compte de l'intérêt à long terme de la restauration et de l'entretien du lit et des berges
- Le maintien d'une distance de retrait minimum de 5 m à partir de la berge pour les essences plantées
- La réalisation de la caractérisation des zones humides, prioritairement sur les parties amont et médiane du bassin.
- L'intégration dans les documents d'urbanisme des zones humides à protéger prioritairement et la mise en place de dispositions pour optimiser leur protection
- La mise en place un plan d'action sur la préservation à long terme des milieux tourbeux (acquisition, convention, bail...)
- L'intégration dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des boisements reconnus pour leur intérêt naturel ou récréatif

■ SITES ET SOLS POLLUES

Données :

- Préconisation 73

Objectifs :

Assurer la mémoire collective quant à la localisation des décharges brutes et des sols pollués pour éviter les risques de pollutions et les risques sanitaires

- La localisation des sites et sols pollués connus
- La localisation des décharges brutes réhabilitées ou non
- L'élimination des déchets végétaux et les dépôts d'ordures localisés dans les champs d'expansion des crues

■ PAYSAGES

Données :

- Préconisation 103

Objectifs :

Préserver et mettre en valeur le patrimoine culturel, architectural et paysager.

- Le développement des projets pour l'amélioration de la qualité des paysages, notamment les chartes paysagères